

Bilingue [9 avril 1954] (p. 2038) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, pour l'exercice 1955, Etat A, Chap. 31-31 : *Sa demande de disjonction (Protection civile, plan Pelabon, interdiction des armes atomiques)* [23 novembre 1954] (p. 5280, 5281) ; Chap. 31-32 : *Sa demande de disjonction* (p. 5283) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 31-21 : *Lycées et collèges (Indemnité forfaitaire des maîtres d'internat et surveillants d'externat)* [12 décembre 1954] (p. 6205) ; Chap. 31-95 : *Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire et universitaire* (p. 6216) ; Etat B, Chap. 56-40 : *Constructions de collèges techniques* [14 décembre 1954] (p. 6295, 6296) ; Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Indemnité forfaitaire des surveillants d'internat)* (p. 6313) ; Chap. 31-21 : *Ses amendements indicatifs (Réduction des heures de service des professeurs âgés, statut des maîtres d'internat, reclassement des dames secrétaires)* (p. 6314) ; Chap. 31-34 : *Ecoles primaires élémentaires, sa demande de disjonction* (p. 6315, 6316) ; *Son amendement indicatif (Augmentation du nombre de postes pour les classes maternelles)* (p. 6316) ; Chap. 31-95 : *Son amendement indicatif (Titularisation du personnel de l'hygiène scolaire)* (p. 6318) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 47-51 : *Camps et colonies de vacances (Sa demande de disjonction de ce chapitre)* (p. 6328) ; — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Art. 3. : *Son amendement (Financement du fonds national d'adductions d'eau)* [28 janvier 1955] (p. 410) ; Art. 24 quater : *Son amendement (Extension de l'allocation scolaire)* (p. 436) ; — en seconde délibération, du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR pour 1955, Etat B, Chap. 63-50 : *Voirie départementale et communale* [16 mars 1955] (p. 1510) ; Chap. 65-50 : *Sa demande de disjonction (Subventions aux collectivités pour les réseaux urbains)* (p. 1511) ; Chap. 65-52 : *Sa demande de disjonction (Subventions aux sociétés pour l'habitat urbain)* (p. 1511) ; *le retire* (ibid.) ; — en seconde lecture, d'une proposition de loi relative à la titularisation d'assistants et d'assistantes de service social, en qualité de Rapporteur : *Distinction entre les assistantes sociales diplômées et les auxiliaires de service social* [30 mars 1955] (p. 2125) ; — du projet de loi relatif à l'état

d'urgence, Art. 6 : *Ses amendements (Actes entraînant l'interdiction de séjour)* [31 mars 1955] (p. 2195) ; Art. 14 : *Sanctions prévues contre les infractions aux dispositions des articles 6, 7, 9, 10, 12, son amendement tendant à le supprimer* (p. 2215) ; — d'une proposition de loi relative au statut de l'enseignement professionnel agricole, Art. 2 : *Sous-amendement de M. Boutavant à l'amendement de M. Camille Laurens (Suppression des allocations prévues pour les élèves des centres privés)* [30 juin 1955] (p. 3513, 3514) ; *Sous-amendement de M. Boutavant à l'amendement de M. Camille Laurens (Tutelle conjointe des Ministres de l'Agriculture et de l'Éducation Nationale)* (p. 3518) ; Art. 30 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Camille Laurens (Reconnaissance des établissements privés)* (p. 3536) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1955 et ratification de décrets, Art. 5 : *Crédits affectés aux dépenses entraînées par la situation en Afrique du Nord* [27 juillet 1955] (p. 4358) ; — du projet de loi prorogeant l'état d'urgence en Algérie : *Son article additionnel (Suppression de l'article 5 de la loi du 3 avril 1955 sur les pouvoirs du Préfet)* [29 juillet 1955] (p. 4531) ; *Son article additionnel (Suppression de l'article 10 de la loi du 3 avril 1955) sur les réquisitions de biens ou de personnes* (p. 4532).

GRAVOILLE (M. Gilles), Député de la Loire-Inférieure (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [3 septembre 1951] (**F. n° 32**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**) ; de la Commission de la justice et de législation [19 janvier 1954] (**F. n° 341**) ; de la Commission de la presse [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

Dépôts :

Le 21 décembre 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux locataires le remboursement de travaux exécutés par eux dans un

immeuble sinistré, n° 2171. — Le 23 octobre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer au bout de douze mois les jeunes officiers de la marine marchande des classes 1947, 1948 et 1949 incorporés dans la marine nationale, n° 4479. — Le 14 novembre 1952, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi (n° 2960) de M. Germolacce et plusieurs de ses collègues tendant à faire entrer en compte, pour l'établissement du temps ouvrant droit à pension sur la caisse de retraites des marins, les périodes passées au service de navires ou engins antérieurement possesseurs ou ayant fait l'objet d'une délivrance obligatoire du rôle d'équipage, n° 4760. — Le 18 décembre 1952, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour assurer le fonctionnement normal des Forges de Basse-Indre, afin d'éviter le licenciement de 1.500 ouvriers, notamment en recherchant des débouchés avec les pays de l'Est et la Chine populaire et en supprimant les taxes sur le fer-blanc et les conserves, n° 5143. — Le 27 octobre 1953, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à sauvegarder les intérêts des souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment en transférant la totalité des contrats souscrits à des établissements ayant garantie de l'État ; 2° à appliquer sans délai à toutes les entreprises de crédit différé les dispositions de la loi du 24 mars 1952 ; 3° à renforcer le contrôle de ces entreprises afin de préserver les intérêts des épargnants, n° 6986. — Le 5 mars 1954, une proposition de loi tendant à ouvrir, avant le 1^{er} juin 1954, une première tranche de crédits de 5 milliards pour permettre de commencer la construction d'un paquebot destiné à la ligne de l'Atlantique-Nord, n° 7974. — Le 7 octobre 1955, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation de chômage aux travailleurs victimes d'un lock-out, n° 11565. — Le 1^{er} novembre 1955, une proposition de loi tendant à exempter de la taxe sur la valeur ajoutée les affaires consistant dans la vente d'engins et filets de pêche aux pêcheurs professionnels en étangs privés, n° 11793.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonc-

tionnement des services civils en 1952 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 40-40 : *Amen- dement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les mutuelles de fonctionnaires* [14 novembre 1951] (p. 8005) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 30-30 : *Son am- endement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription mari- time* (p. 8021) ; *le retire* (p. 8021) ; Chap. 40-40 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses aux élèves des écoles de la marine marchande* [15 novembre 1951] (p. 8038) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Son am- endement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens com- battants (Prêts aux pupilles de la nation)* [27 no- vembre 1951] (p. 8552, 8553) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (indemnités aux réfugiés sinistrés)* (p. 8553) ; — du projet de loi relatif aux dépenses de répara- tion des dommages de guerre en 1952 ; Etat B, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les associations syndicales de reconstruction (Situation des loca- taires qui ont fait des réparations)* [24 décem- bre 1951] (p. 9790) ; Article additionnel : *Son amendement relatif à la reconstitution des biens mobiliers des collectivités publiques locales* (p. 9793) ; — d'un projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1952 ; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 90-11 : *Sa demande de réserver le cha- pitre relatif à l'aide à la construction navale* [27 décembre 1951] (p. 9921, 9922). — Dépose une demande d'interpellation sur les méthodes de violence utilisées par la police pour extorquer des aveux [25 mars 1952] (p. 1456). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des dépenses de fonctionnement des services civils en 1953 ; MARINE MAR- CHANDE, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amende- ment tendant à réduire de 1.000 francs les cré- dits pour l'enseignement maritime (Formation d'officiers mécaniciens)* [14 novembre 1952] (p. 5111, 5112) ; Chap. 34-12 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'inscription maritime (Insuffisance du matériel)* (p. 5113, 5114) ; Chap. 34-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'enseignement maritime (Insuffisance du maté-*

riel) (p. 5144) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Titularisation des agents temporaires)* [15 novembre 1952] (p. 5184) ; Chap. 31-11 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs (Titularisation des agents contractuels)* (p. 5235) ; *le retire* (p. 5236) ; MARINE MARCHANDE, Etat B, Chap. 43-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement maritime (Elèves des écoles de marine marchande)* [15 novembre 1952] (p. 5277) ; Chap. 47-01 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (Foyers du marin)* (p. 5286) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements en 1953 ; Art. 3, Etat C, amendement de M. Marc Dupuy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la S. N. C. F. (Reconstitution de la flotte marchande) [20 décembre 1952] (p. 6738, 6739) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 56-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Ecoles de Nantes et du Havre)* [21 décembre 1952] (p. 6949) ; Etat F : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour protester contre les majorations de loyer en cas de travaux effectués sur des immeubles sinistrés* [23 janvier 1953] (p. 222) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour demander l'indemnisation des travaux de mise en condition d'habitabilité de locaux partiellement endommagés* (p. 223) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des rapports relatifs à la législation des élections dans les départements d'outre-mer, à l'attribution d'une prime de fin d'année au personnel des P. T. T., à l'indemnité de tierce personne aux fonctionnaires et ouvriers d'Etat et aveugles, au régime de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer, à la nationalisation des entreprises de combustibles minéraux* [17 mars 1953] (p. 1965). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à faciliter certaines opérations de reconstruction ; Art. 4 : *Amendement de M. Nisse tendant à l'augmentation du montant des nouvelles augmentations de programme* [17 mars 1953] (p. 1991) ; — du projet de loi tendant à faciliter la construction de logements écono-

miques ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer les normes des plans types d'après les arrêtés du 16 et 17 mars 1953* [21 mars 1953] (p. 2167) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à instituer une taxe de 2 0/0 sur les bénéfices industriels et commerciaux au profit d'un fonds national de logement* (p. 2179, 2180) ; — du projet de loi n° 6433, portant redressement économique et financier ; Art. 8 : *Fonds de construction, d'équipement et d'expansion économique ; son amendement tendant à alimenter le fonds par la suppression de toute exonération fiscale des stocks (Contre la réévaluation annuelle des stocks et les provisions pour fluctuations de cours)* [7 juillet 1953] (p. 3329). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions scandaleuses du remembrement effectué dans la commune de Fègréac (Loire-Inférieure) [8 octobre 1953] (p. 4102). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954) ; MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (Pénurie de professeurs trop mal payés)* [12 novembre 1953] (p. 5.000) ; Chap. 34-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'enseignement maritime (Ecoles surchargées et insuffisantes)* [13 novembre 1953] (p. 5097) ; Chap. 43-22 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses et prêts de l'enseignement maritime (Insuffisance des crédits)* (p. 5100) ; Chap. 43-23 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux écoles de pêche et de commerce (Liste des écoles subventionnées)* (p. 5100) ; *le retire* (p. 5101) ; Chap. 63-00 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à la construction navale (Chantiers de Penhoët)* (14 novembre 1953) (p. 5121) ; — des interpellations sur le krach du crédit mutuel du bâtiment : *Discussion générale (Non-application de la loi du 24 mars 1952 sur le crédit différé, appui des caisses d'allocations familiales au C. M. B.)* [2 décembre 1953] (p. 5826, 5827) ; — du projet de loi concernant le crédit mutuel du bâtiment et certaines sociétés de crédit différé, Art. 1^{er} : *Son amendement (Remboursement des sommes versées par les souscripteurs du Crédit mutuel du bâtiment et des autres sociétés de crédit différé)* [18 février 1954] (p. 391) ; *Sous-amendement de M. Dupuy à*

l'article additionnel de M. Siefridt (Mobilisation des crédits d'anticipation) (p. 393); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Taux du remboursement des souscriptions* [9 avril 1954] (p. 1969, 1970); — du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères, exercice 1954, EDUCATION NATIONALE, Etat A, Chap. 66-50 : *Sa demande de disjonction (Equipement pour l'éducation physique et les sports)* [1^{er} avril 1954] (p. 1685); *la retire* (ibid.). — Intervient sur la conférence des présidents : *Politique viticole du Gouvernement — envoi des sapeurs-pompiers de Paris en Indochine — rentes des accidents du travail — retraite des cheminots — billets collectifs et salaire minimum interprofessionnel garanti* [18 mai 1954] (p. 2489). — Dépose une demande d'interpellation : sur le dépôt du projet de loi portant ouverture de crédits pour la construction d'un paquebot sur la ligne de l'Atlantique nord [10 juin 1954] (p. 2892); reprend cette interpellation [29 juin 1954] (p. 3137); — sur le remembrement à Fégréac (Loire-Inférieure) [12 novembre 1954] (p. 4940). — Pose au Ministre de l'Agriculture, une question relative aux opérations de remembrement dans la commune de Fégréac [19 novembre 1954] (p. 5206, 5207). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, pour 1955, Etat A, Chap. 44-71 : *Dégrèvement des carburants agricoles en faveur des pêcheurs professionnels au filet dans les étangs privés* [26 novembre 1954] (p. 5503, 5504); Etat C, Chap. 84-71 : *Son amendement indicatif (Détaxe des carburants en faveur des pêcheurs d'étangs privés)* (p. 5530); *le retire* (p. 5531); — du projet de loi relatif aux dépenses du Ministère des Travaux publics, des transports et du tourisme pour 1955 (III. MARINE MARCHANDE, Etat A, Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Insuffisance du nombre de professeurs de l'enseignement maritime)* [6 décembre 1954] (p. 5898); Etat B, Chap. 63-00 : *Aide à la construction navale, sa demande de disjonction (Construction d'un paquebot transatlantique, allègement excessif des charges des armateurs, menace de chômage dans les chantiers navals)* [8 décembre 1954] (p. 5956, 5957); Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Réduction des crédits du personnel)* [9 décembre 1954] (p. 5975); de ce projet de loi en deuxième lecture : *Construction du paquebot de l'Atlantique nord* [30 décembre

1954] (p. 6988, 6989); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE pour 1955, Etat A, Chap. 47-91 : *Son amendement indicatif (Contrôle médical scolaire de Nantes)* [13 décembre 1954] (p. 6245); Chap. 43-53 : *Développement des activités physiques et sportives dans les milieux du travail* [14 décembre 1954] (p. 6292); Etat B, Chap. 56-50 : *Etablissements d'éducation physique et sportive, sa demande de disjonction* (p. 6299, 6300); Etat A, Chap. 34-52 : *Sa demande de disjonction (Equipement des établissements d'enseignement en matériel d'éducation physique)* (p. 6326); — du projet de loi relatif aux COMPTES SPÉCIAUX DU TRÉSOR pour 1955, Etat B, FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Ouvriers des manufactures de tabac* [28 janvier 1955] (p. 406, 407); — du projet de loi relatif aux dépenses du budget annexe de la RADIODIFFUSION - TÉLÉVISION FRANÇAISE pour 1955, Etat A, Chap. 10-50 : *Son amendement indicatif (Primes et indemnités de technicité)* [17 mars 1955] (p. 1616); *le retire* (ibid.); Chap. 40-10 : *Son amendement indicatif (Œuvres sociales)* (p. 1627); — du projet de loi relatif au deuxième plan de modernisation et d'équipement : *Constructions navales* [25 mai 1955] (p. 3030, 3031). — Dépose une demande d'interpellation : sur la responsabilité du Gouvernement dans les événements de Saint-Nazaire, le 1^{er} août 1955 (Chantiers de Penhoët) [4 août 1955] (p. 4602); — sur les responsabilités du Gouvernement et du patronat dans la grève de Nantes [6 octobre 1955] (p. 4802). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Propositions concernant les problèmes sociaux, incidents de Nantes* [6 octobre 1955] (p. 4803, 4804).

GRENIER (M. Fernand), Député de la Seine (6^e circonscription) (C.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre de la Commission de la presse [17 juillet 1951] (F. n° 5), [20 janvier 1953] (F. n° 216), [19 janvier 1954] (F. n° 341), [18 janvier 1955] (F. n° 482).

Dépôts :

Le 27 juillet 1951, une proposition de loi tendant à rétablir la réduction de 50 0/0